

PLAN D'ACTION DU GOUVERNEMENT

Un incident brise la monotonie des débats

Les débats autour du plan d'action du gouvernement, entamés mardi en soirée, ont été émaillés d'un incident lors des dernières interventions des députés, jeudi en soirée. Incident qui a chamboulé la sérénité avec laquelle ces débats ont été menés jusque-là.

Mohamed Kebci - Alger (Le Soir) - On se dirigeait, en effet, vers la fin des débats avec les dernières interventions des députés inscrits au nombre de 293, quand l'imprévu intervint.

Mohand-Arezki Hamdous, député RCD, commençait à intervenir quand il a été invité par une députée du FLN de la wilaya de Aïn-Defla à s'exprimer dans la langue officielle de l'Etat, à savoir l'arabe, au motif qu'elle ne comprenait rien à ce que son collègue disait en tamazight.

Suffisant pour susciter l'ire du concerné et de ses confrères du parti mais aussi ceux d'autres partis, qui ont alors échangé avec la députée de l'ex-parti unique bien d'amabilités. Il aura fallu l'intervention du chef du groupe parlementaire du FLN, Saïd Lakhdari, qui a eu à «corriger» sa consœur, l'invitant à quitter la plénière pour «ne pas envenimer davantage la situation avant de se diriger vers les

députés du RCD pour leur présenter les excuses du parti. Pas suffisant pour atténuer la colère de ces derniers qui ont décidé de faire leurs interventions entièrement en tamazight, rejoints en cela par le député du Front el-Moustaqbel, Khaled Tazaghart.

Ceci non sans que Lila Hadj-Arab rappelle à l'occasion tout le «leur» que constitue la constitutionnalisation de tamazight. «Nous ne ferons aucune concession et nous n'accepterons aucun chantage sur cette question et que tout le monde sache que tamazight est une ligne rouge», dira-t-elle, ajoutant «ne pas jouer sur la fibre de la division et ce semblant de député qui peut nuire à la sérénité et à la cohésion du pays».

«Tamazight est un fondement du parti et personne ne peut empêcher de le faire valoir dans les institutions, toutes les hautes institutions de l'Etat dont l'Assemblée populaire nationale»,

estimera, pour sa part, le jeune député Yassine Aïssiouène.

Débats monotones

Paradoxalement, cet incident a eu le «mérite» de briser la monotonie des nombreuses interventions des députés, pour leur majorité traitant de préoccupations purement locales n'ayant rien à voir avec le plan du gouvernement. Certainement que les nouveaux parlementaires ont le souci de marquer leur élection en se faisant près de ceux qui leur ont accordé leurs voix, le 4 mai dernier.

Ceci dit, des interventions de dimension «nationale» traitant du cœur de la feuille de route présentée par Abdelmadjid Tebboune, il y en a eu quand même. Toutes saluant, entre autres, le non-recours à l'endettement extérieur, le maintien de la politique sociale malgré la difficile situation financière du pays, la séparation de la sphère politique du milieu des affaires, rationalisation des dépenses,...

Sauf que pour nombre de députés de l'opposition, toutes ces «annonces» relèvent de pures professions de foi, tant ils estiment



Photo : Samir Sid

Les députés ont salué le non-recours à l'endettement extérieur.

que ces dernières manquent de mécanismes de matérialisation, de sources de financement et d'échéanciers comme c'est le cas de l'ensemble du plan d'action assimilé à une simple «dissertation truffée de vœux pieux».

Si pour le PT, comme le soutient son député et membre de son bureau politique, Ramdhane Taâzibt, on attendra encore les réponses du Premier ministre, prévues pour hier en soirée, précisant toutefois que l'on ne peut

voter pour pareille feuille de route, pour le reste de l'opposition parlementaire, l'on se dirige soit vers le vote contre ou carrément le boycott de la séance de vote qui devait intervenir hier tard dans la soirée. Un vote qui ne devra pas être autre qu'un plébiscite, le FLN, le RND, le MPA, Taj ayant déjà annoncé la couleur, en affirmant, la veille de l'entame de ces débats parlementaires, leur soutien au nouveau gouvernement.

M. K.

FLN : LE PARTI LANCE LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS LOCALES

Une tournée nationale pour Djamel Ould-Abbès

Au lendemain de l'installation officielle de la nouvelle Assemblée populaire nationale, le parti majoritaire, le Front de libération nationale, anticipe et se lance déjà dans la préparation des élections locales, prévues en octobre prochain. «Il faut absolument gagner ces élections qui sont déterminantes pour la présidentielle de 2019», nous explique un membre de la direction du parti.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Au sortir d'une éprouvante élection législative, puis du long processus de l'installation officielle des structures de l'Assemblée et, enfin, de l'adoption du plan d'action du nouveau gouvernement de Abdelmadjid Tebboune, l'on se retrouve, déjà, en pleine saison estivale. Une saison des grandes chaleurs et des congés. Bref, une saison d'inactivité et d'inaction par excellence. C'est pourquoi le FLN veut tout préparer avant le 1^{er} août.

Hier vendredi, une première rencontre inaugurale, dans le cadre de la préparation des prochaines élections locales, avait été présidée par le secrétaire général Djamel Ould-Abbès, au siège du parti à Hydra. Elle a regroupé les présidents des Assemblées populaires et les chefs des 57 kasma de la wilaya d'Alger.

Cette première rencontre sera suivie par une dizaine d'autres durant tout le mois de juillet prochain. Selon notre source, le secrétaire général, Djamel Ould-Abbès, effectuera une tournée nationale qui le mènera dans une dizaine de wilayas. A commencer, encore une fois, par la capitale, Alger, où le patron du FLN réunira, le 8 juillet prochain, l'ensemble des élus du parti aux Assemblées populaires communales et de wilaya.

Des rassemblements similaires qui seront à caractère régional, à savoir qui concerneront, chacun, plusieurs wilayas, sont également prévus. Ils auront lieu dans une dizaine de wilayas choisies pour leur poids électoral ou pour leur caractère symbolique. Il s'agit, notamment, des wilayas



Photo : Samir Sid

Djamel Ould-Abbès, SG du FLN.

qui comptent le plus grand nombre de couines, comme Tizi Ouzou (67 communes), Batna (61 communes), Sétif (60 communes) Tlemcen (53 communes).

Au programme, aussi, les wilayas importantes comme Oran, Constantine, Annaba, Ouargla, Djelfa et Béchar. «Contrairement aux élections législatives, la confection des

listes électorales pour les locales ne se fera pas au niveau de la direction nationale. Il a été décidé de confier cette tâche à la base directement», nous apprend encore notre source. «C'est une manière de couper l'herbe sous le pied de tous ceux qui monnayent, habituellement, les listes et les classements sur ces mêmes listes. C'est aussi

une manière d'impliquer et de mobiliser la grande base du parti autour de listes qui ne seront pas contestées.»

Il faut dire que depuis toujours, une tradition bien ancrée chez l'ex-parti unique veut qu'au lendemain de chaque élection, l'on a affaire à des mécontentements et à des dissidences. D'où l'importance, pour l'actuel secrétaire général, de la motion de soutien dont il a bénéficié de la part des 161 députés du parti. «Au sommet de l'Etat, on accorde une importance bien particulière aux prochaines élections locales. Cela pour deux raisons : d'abord parce que la réussite du plan d'action du gouvernement Tebboune, un Premier ministre FLN pour rappel, dépend de la qualité des Assemblées communales, ensuite, et c'est le plus important, parce que ce sont les APC qui organisent, sur le terrain, les élections présidentielles. Il est donc hors de question que le parti présidentiel ne gagne pas les élections locales». Sans commentaire.

K. A.

ARRESTATION DU PROCUREUR DE LA RÉPUBLIQUE
DE KHEMIS MILIANA

Le Syndicat national des magistrats dément

Le Syndicat national des magistrats (SNM) dément l'information selon laquelle le Procureur de la République près le tribunal de Khemis Miliana dans la wilaya de Aïn Defla, aurait été arrêté, en flagrant délit de corruption.

Se disant surpris par l'information faisant état de l'arrestation du magistrat, dans la nuit de mercredi dernier, alors qu'il recevait un pot de vin, rapportée par certaines chaînes de télévision, il assure que celle-ci est dénuée de tout fondement. «Cette information rapportée par certains médias sans pour autant s'assurer de sa véracité

et de la source, a porté préjudice au magistrat et à sa réputation auprès de l'opinion publique dans le but d'influencer sur son travail. Cela est criminalisé et tombe sous le coup du code pénal», précise-t-on dans un communiqué rendu public.

L'organisation syndicale précise toutefois, qu'elle est l'unique partie habilitée à

défendre les magistrats. Face à ces «graves dérives», elle se réserve ainsi, le droit d'user de tous les moyens légaux notamment de se constituer partie civile.

Dénonçant la conduite des médias ayant rapporté cette information, le Syndicat national des magistrats estime que ce genre de «comportements» est loin d'être au service de la société et de l'opinion publique. Au contraire poursuit-on, «ce comportement porte atteinte à la crédibilité de la justice et des magistrats qui ne lésinent sur

aucun effort pour concrétiser une justice forte et neutre dont l'objectif est de préserver les libertés individuelles et publiques dans le cadre des lois de la République».

Le SNM invite ainsi, l'autorité de régulation de l'audiovisuel (ARAV) à participer effectivement dans le cadre de ses attributions à la moralisation et la promotion du métier, afin, ajoute la même source, d'éviter toute atteinte à la vie privée des personnes, l'insulte et la diffamation».

Synthèse Ry. N.